

Mobilisation pour les conditions d'accueil des personnes réfugiées

Bienne D'ici à la fin de l'été, 66 personnes réfugiées devraient investir la «villa du directeur», au quai du Bas 30. Le collectif qui occupe temporairement les lieux fait part de ses demandes et recommandations au Canton de Berne.

Donna Leonie Gallagher

Les autorités cantonales l'ont annoncé en décembre dernier: un centre de retour destiné aux familles avec enfants et aux femmes seules devrait voir le jour dans la villa dite du directeur de l'ancienne aire Bühler, au quai du Bas 30, à Bienne. Depuis une année, le reste des bâtisses du secteur est occupée par le collectif Quai du Bas 30, qui est au bénéfice d'un contrat d'utilisation intermédiaire.

La semaine dernière, le groupe a fait savoir par une lettre ouverte, destinée au Canton et à la Ville, qu'il s'opposait à cette démarche. Non pas à l'accueil des personnes réfugiées, puisque les membres estiment plutôt qu'il est très positif de les faire venir en milieu urbain, alors que jusqu'alors, le centre se trouvait à Bellelay. Ce qui dérange le collectif, ce sont les conditions dans lesquelles il est prévu de les accueillir.

On se rend bien compte que le système national d'asile ne changera pas.

Yoshi
Membre du collectif



Le Canton de Berne a prévu d'installer jusqu'à 66 personnes dans la «villa du directeur» de l'ancienne aire Bühler.

Anne-Camille Vaucher

«Pas moins de 66 personnes devront emménager dans cette maison de deux étages. Autrefois, cet espace devait probablement être occupé par une dizaine de personnes au maximum. Ce ne sont pas des conditions de vie acceptables», commente Noah, membre du Quai du Bas 30, au micro de TeleBilingue. Le collectif demande ainsi au Canton de mieux traiter les personnes en détresse. «Nous demandons aussi qu'il y ait de bonnes mesures d'insonorisation contre la route et les voies ferrées», ajoute Yoshi, autre membre, toujours au micro de TeleBilingue.

Pas de sécurité sur les lieux

Parmi les recommandations, on trouve aussi la volonté de ne pas clôturer l'espace. «Clôturer, c'est vraiment se mettre une épine dans le pied», estime Yoshi. «C'est un espace libre d'accès, et il faudrait que ça puisse rester ainsi. Malheureusement, pour

l'instant, ce n'est pas ce que les autorités cantonales ont planifié.» Dans la même idée, le collectif est contre la présence d'un Sécuritas sur les lieux. Les personnes réfugiées devraient aussi être en droit d'inviter des proches dans leur résidence temporaire.

La liste des recommandations est longue. Un accès aux écoles publiques et aux jardins d'enfants, plutôt qu'une scolarisation dans une «école-camp»; des infrastructures de sport et de jeux adaptées aux besoins doivent être mises en place; un personnel qualifié en nombre suffisant, avec une formation actualisée dans les domaines du travail social, de la pédagogie et des compétences interculturelles, doit être employé; l'approvisionnement alimentaire doit être garanti par des moyens financiers et la distribution de repas de cantine ou de colis alimentaires n'est pas une alternative adéquate.

Autrefois, cet espace devait probablement être occupé par une dizaine de personnes au maximum.

Noah
Membre du collectif

Le collectif ne souhaite pas stopper ses activités lorsque le centre de retour prendra ses quartiers. Depuis une année, il fait vivre les lieux grâce à des ateliers, des concerts ou des soirées. «Le but sera vraiment d'intégrer les personnes réfugiées dans tous ces projets», indiquent les deux membres.

Le bien-être et l'inclusion de ces personnes souvent en situation de détresse sont d'ailleurs les moteurs de leur lettre ouverte. «On se rend bien compte que le système national d'asile ne changera pas. Par contre, ce qui peut peut-être changer, c'est la situation des personnes qui seront logées ici. Nous avons aussi l'espoir que cette démarche déteigne ailleurs, et que la société puisse prendre pleinement conscience des enjeux», ajoute Yoshi.

Pour l'instant, le Canton a répondu favorablement à leur demande de dialogue. Une rencontre entre le groupe militant

et les autorités aura ainsi lieu cette semaine. «Je ne sais pas si nous avons de grandes chances d'être entendu, mais je l'espère. Dans tous les cas, pour l'instant, les autorités cantonales se montrent au moins

prêtes à nous écouter», conclut Yoshi. On rappelle que si le projet se déroule comme prévu, les premières personnes réfugiées s'installeront sur le site de l'aire Bühler à la fin de l'été 2025.

C'était jour de fête au Quai du Bas 30

Cela fait déjà une année que les occupants du quai du Bas 30 à Bienne ont droit de cité. Pour rappel, le collectif avait investi illégalement l'ancien site industriel de l'aire Bühler en 2023. Finalement, un contrat de location avait été signé avec le Canton de Berne en avril dernier.

Pour souffler sa première bougie, le collectif Quai du Bas 30 a mis en place toute une journée - et une soirée - de festivités, samedi.

Vente aux enchères, cours de chant et projections de films, le programme était chargé. Pour

une des membres du comité, cette première année se termine avec fierté: «Cela a été vraiment incertain pendant pas mal de temps. On ne savait vraiment pas si on pourrait utiliser cet endroit», se souvient-elle

«Qu'il s'agisse du squat ou des interactions avec le Canton et la Ville, beaucoup de personnes ont été impliquées dans tout le processus. Aujourd'hui, quand on voit ces nombreux projets qui avancent et qui s'enrichissent mutuellement, nous ressentons beaucoup de fierté.» mbe